



De retour de la révolution du Rojava

Ballast

25 mars 2017

Traduction d'un article de Novara Media, pour le site de Ballast

Une révolution socialiste, féministe, pluri-ethnique et écologiste prend forme, officiellement, depuis novembre 2013¹ : quelque part en Syrie, au nord d'un pays divisé par la guerre, en région autonome kurde : le Rojava. L'anthropologue libertaire américain David Graeber va jusqu'à la qualifier de « l'un des rares points lumineux » de la région et de l'une « des grandes expériences démocratiques du monde ». Les principaux ennemis de la révolution ? Le fascisme théocratique de Daech et l'autocratie turque. Nous suivons avec un vif intérêt l'évolution de la situation et traduisons, pour le lectorat francophone, cet entretien de Peter Loo paru il y a trois mois de cela dans les colonnes du site [Novara Media](#) : professeur d'anglais bénévole, il a passé plus d'un an sur place dans le cadre du groupe de solidarité anticapitaliste Plan C Rojava. Et livre, à son retour, une analyse pédagogique de la situation, soucieux des grandes réalisations autant que des limites certaines.



Pourriez-vous d'abord détailler un peu la chronologie de la révolution au Rojava ?

Eh bien, commençons par évoquer rapidement les origines de la révolution. Beaucoup de gens omettent de parler des origines, alors que c'est crucial pour comprendre la dynamique de toute la révolution. Le Parti de l'union démocratique (PYD) qui a mené la révolution était actif dans le nord de la Syrie, ou Kurdistan occidental (Rojava signifie « ouest » en kurmanji) depuis 2003. Avant lui, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), auquel est affilié le PYD, avait l'autorisation du régime d'utiliser la région comme base d'activités contre l'État turc, jusqu'à son expulsion en 1998. Les premières manifestations contre le président syrien Bachar El-Assad ont débuté début 2011 ; au printemps, le PYD a entrepris de se consacrer à l'organisation de la communauté kurde en formant des comités locaux et des unités d'autodéfense — les précurseurs du YPG, ainsi que des forces féminines du YPG. Cela devait constituer la base sociale de la révolution. Mi-juillet 2012, alors que le mouvement social contre El-Assad s'étaient transformé en conflit militaire sanglant impliquant plusieurs puissances étrangères, ces forces d'autodéfense, renforcées par des guérilleros formés par le PKK, expulsèrent les forces du régime de plusieurs villages et villes du Nord. Les forces de défense du PYD prirent alors le contrôle des grandes routes et évincèrent le régime des infrastructures clés — en causant très peu de violences et de victimes.

« Il s'agit d'une des plus passionnantes luttes politiques entreprises de nos jours, à la fois du point de vue de son échelle et de sa portée. »



La géographie a joué évidemment un rôle crucial : les zones à majorité kurde où le PYD pouvait s'organiser furent les premières à se soulever et à expulser les forces du régime. Dans les zones sans forte majorité kurde, les forces d'El-Assad parvinrent à se maintenir. Ici, à Qamishlo, où 20 % environ de la population soutient le régime, il y eut des affrontements violents mais le régime réussit à garder le contrôle de plusieurs bâtiments publics. Juillet 2012 marqua l'émergence du Rojava en tant que force à part dans le conflit syrien. Les cantons qui furent créés se déclarèrent contre El-Assad (quoique plaidant pour une destitution électorale, sans recourir à la force), tout en restant en dehors de la constellation de groupes rebelles syriens en voie de fragmentation. Les relations entre le Rojava et l'Armée syrienne libre — ASL/FSA : les forces militaires initialement formées par les rebelles — sont complexes : les exemples de coopération comme de conflit entre le Rojava et les différentes composantes de l'ASL sont nombreux depuis le début de la révolution. Ce récit des origines de la révolution en tant qu'insurrection est contesté par ceux qui critiquent la révolution du Rojava et son refus de rejoindre plus largement le soulèvement anti-Assad. Émanant surtout de Grande-Bretagne, ces critiques incluent Robin Yassin-Kassab et Leila al-Shami, les auteurs de *Burning Country*. Dans cet ouvrage, qui ne parle que brièvement du Rojava, les auteurs affirment que le retrait des forces d'El-Assad avait été « *apparemment coordonné* » avec le PYD, dont l'arrivée au pouvoir était un fait accompli précédemment accepté par le régime afin de libérer des troupes des missions de surveillance pour leur permettre de combattre les rebelles ailleurs. Ces deux récits sont incompatibles ; j'avoue ne pas avoir de réponse définitive : peut-être que les choses seront plus claires dans les prochains mois, lorsque les relations entre le Rojava et le régime syrien seront éclaircies.

L'argument du fait accompli n'explique pas, pour autant, les victimes militaires des premiers jours, ni pourquoi les hostilités continuent, de façon sporadique. Je ne crois pas en l'existence d'une conspiration. Il semble plus probable que, reconnaissant que la situation politique au Rojava a changé avec l'insurrection, El-Assad a reconsidéré sa position politique concernant cette partie de la Syrie, probablement pour garder ses options ouvertes sur le long terme. Depuis ses débuts, la révolution s'est étendue géographiquement et socialement. Deux de ses trois cantons sont directement reliés (Kobané et Ciziré) et les combats continuent afin qu'ils le soient au canton d'Efrin. Un système basé sur la décentralisation (le système confédéral) et la construction de « communes » au niveau local a été institué ; une organisation économique qui privilégie les coopératives et assure la satisfaction des besoins primaires est en place. Un bouleversement majeur des relations entre les hommes et les femmes est également en cours. Il s'agit d'une des plus passionnantes luttes politiques entreprises de nos jours, à

la fois du point de vue de son échelle et de sa portée — d'autant plus impressionnante que le conflit est toujours en cours en Syrie et que les pays voisins affichent leur hostilité vis-à-vis d'elle.



Kobané (DR)

Nous reviendrons sur les relations entre révolution et régime. Ainsi, la révolution a débuté en tant que mouvement dirigé par le PYD principalement soutenu par des Kurdes ?

Exactement. Après ce qu'on pourrait appeler la phase insurrectionnelle de la révolution (consistant à écarter le régime du pouvoir), la phase suivante fut celle de la consolidation politique et de l'application d'un programme politique. Ce programme repose sur trois principes essentiels : un système de démocratie citoyenne (en relation avec les partis politiques officiels et doté d'une certaine forme de représentativité) que l'on appelle « confédéralisme démocratique » ; la révolution des femmes ; un programme écologique — de loin le moins développé des trois aspects pour le moment. Consolider ce programme au-delà du PYD ou de la communauté kurde ont été les tâches immédiates de la révolution. Plusieurs petits partis politiques sont aujourd'hui actifs dans la révolution : ils travaillent ensemble sous le nom de « TEV-DEM » (Mouvement pour une société démocratique). Bien évidemment, tout le monde ne soutient pas ce qu'il se passe. L'ENKS, une coalition de seize partis dominée par Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK), a publiquement critiqué beaucoup de choses qui ont lieu au Rojava. Barzani ne partage pas la vision politique du PYD. Il calque le GRK sur les États pétroliers, comme Dubaï, et applique, en ce moment même, un embargo contre le Rojava, avec son allié turc — ce qui cause toutes sortes de problèmes... En raison de ces tensions, Carl Drott, de l'université d'Oxford, a déclaré : « Parfois, il semble que la seule politique cohérente du KCN [ENKS] est de s'opposer à tout



ce que fait le PYD. »

« Plus important encore, la révolution a comme priorité de gagner le soutien et la confiance de toutes les communautés présentes au Rojava. »

Plus important encore, la révolution a comme priorité de gagner le soutien et la confiance de toutes les communautés présentes au Rojava. Ces communautés — Arabes, Syriques, Tchétchènes, Arméniens, Turkmènes, etc.— s'impliquent en nombre grandissant au fil du temps, au fur et à mesure qu'elles voient les idées de la révolution (et ses avantages) mises en pratique, de même qu'elles constatent que le régime ne reviendra pas. Les raisons de soutenir la révolution vont des plus politiquement motivées, telles que le souhait d'un Kurdistan libre, la confiance en la politique d'[Abdullah Öcalan](#) [le leader emprisonné du PKK, ndlr] et sa vision du confédéralisme et un désir plus concret de paix, de sécurité et de services de base que la révolution apporte à la vie quotidienne. Les YPG et YPJ sont aimés par quasiment tout le monde ici ; ce soutien s'est étendu à l'alliance militaire (les Forces syriennes démocratiques, FSD/SDF) conclue avec d'autres milices progressistes des différentes ethnies de la région. La révolution a démarré du sein de la communauté kurde et le travail à mener pour qu'elle soit soutenue par d'autres communautés est une priorité cruciale. Cela suppose de travailler avec les milliers de réfugiés arabes fuyant le conflit du reste de la Syrie et qui sont empêchés de se rendre en Europe par l'État turc. Une partie de mon travail avec le TEV-DEM consiste à consolider ce soutien des communautés. La communauté syriaque, par exemple, est fortement divisée entre le régime et la révolution, et chaque faction possède ses propres unités militaires et sa propre police. Quand on traverse les quartiers syriaques, cette division saute aux yeux : ici, la rue est pleine de portraits d'El-Assad et de drapeaux du régime ; là, il y a un *checkpoint* pro-révolution avec des slogans révolutionnaires sur tous les murs.

Abordons la question épineuse des relations entre le régime d'El-Assad et le PYD. En quoi consistent-elles, en résumé ?

Comme je l'ai dit, la révolution n'a pas mis partout le régime à la porte. Ici, à Qamishlo, il est encore présent. Ainsi, lorsqu'Alep a été « libérée » récemment, de bruyantes festivités pour la victoire d'El-Assad ont eu lieu dans certains quartiers — et le régime continue de payer les salaires de certains fonctionnaires, comme les instituteurs. De temps en temps, des escarmouches éclatent dans des villes où le régime est encore présent, comme ici ou à Hasseke. La révolution s'est constituée en tant que force

indépendante du large mouvement de rébellion — très diversifié — contre El-Assad. Elle a pu compter sur le soutien de mouvements sociaux étrangers, de partis politiques progressistes, mais également sur celui, plus controversé, de puissances comme les États-Unis et, parfois, de la Russie. Cela a, dans une certaine mesure, empêché El-Assad ou, plus probablement à l'heure actuelle, l'État turc de l'annihiler purement et simplement, bien que la situation soit toujours périlleuse. Aujourd'hui, les positions que va prendre le régime vis-à-vis du Rojava ne sont pas encore claires, et vice-versa. Pour le moment, aucun des deux camps n'a d'avantages militaires probants pour l'emporter sur le terrain. Après la défaite des rebelles, quasiment assurée avec la réoccupation d'Alep, cela peut complètement changer. Par exemple, le YPG et le YPJ, qui défendaient le quartier kurde d'Alep, Sheiq Maqsoud, et qui ont également soutenu les forces d'El-Assad à certains moments de la bataille, se sont désormais retirées, pour ne laisser que les *Asayish*, la police armée, dans le quartier.



(DR)

Ces relations avec le régime ont été beaucoup critiquées. Au début du soulèvement syrien, la possibilité d'une large alliance entre Arabes et Kurdes semblait proche mais celle-ci a échoué, pour plusieurs raisons. Parmi celles-ci figurait un chauvinisme arabe latent, fruit de décennies de régime colonial au Rojava, et l'une des causes de la réticence du régime et des rebelles à voir l'autonomie kurde proclamée. La montée en puissance des forces islamistes du côté rebelle a également bloqué une alliance à grande échelle entre révolution Rojava et rebelles. Des accords ont été conclus à échelle locale, avec les forces présentes dans les cantons, comme les FSD, mais une large alliance avec les grandes factions rebelles est restée au point mort. Cette opportunité manquée, si tant est qu'elle fût possible, a probablement déterminé l'issue du reste du conflit.



Les cantons du Rojava ont connu une expansion rapide, particulièrement dans les zones à forte présence arabe. Pourriez-vous nous parler de votre expérience quant à l'accueil des différentes ethnies au sein de la révolution et de la façon dont cela fut perçu ?

« Les visiteurs qui s'attendraient à une expérience révolutionnaire transcendante seront déçus. »

Depuis 2015, les zones contrôlées par les cantons se sont largement étendues grâce aux offensives menées par ceux-ci contre Daech. Il est indéniable que cela est d'abord dû à un réseau de cantons, en permanence reliés les uns aux autres. Ces offensives, menées par des forces principalement kurdes sur des régions majoritairement arabes, ont causé quelques problèmes. J'ai eu l'occasion de me rendre sur le front à Salouk en décembre [2016]. L'offensive sur Raqqa faisant reculer la ligne de front, les gens ont été autorisés à retourner dans leurs villages. Les villageois que j'ai rencontrés semblaient globalement pencher en faveur des unités des FSD, avec qui ils entraient en contact. Cependant, tous les villageois ne soutenaient pas les actions en cours, d'autant que beaucoup, nous a-t-on dit, avaient été ou étaient encore des sympathisants de Daech. Nous avons visité un *tabur* (unité militaire) victime d'un attentat-suicide plus tôt dans l'année ; son auteur était quelqu'un de connu, originaire du village d'à côté. Les zones contrôlées par le système confédéral augmentant, des ajustements ont dû être faits pour accueillir le nombre croissant de participants non-kurdes. J'ai mentionné les FSD comme exemple de coalition militaire multi-ethnique, laquelle a représenté un pas en avant pour la révolution. L'actuelle dénomination officielle de la région, « Système fédéral démocratique de Syrie du Nord », témoigne du projet multi-ethnique que la révolution essaie de construire. On a notamment entendu l'un des coprésidents du système confédéral, Mansur Salem, un Arabe syrien, insister dans un discours récent sur le fait que construire ce soutien multi-ethnique était un défi politique clé pour la révolution.

Dans quelle mesure les « gens ordinaires » s'approprient-ils l'idéologie de la révolution au Rojava ?

Les visiteurs qui s'attendraient à une expérience révolutionnaire transcendante seront déçus. Un travail exceptionnel y est accompli et il existe une bonne couverture médiatique, produite pour une audience occidentale ; mais, au-delà du front, la manière dont la révolution se manifeste est souvent subtile ou simplement pas aussi développée que ce à quoi on pourrait s'attendre. Diffuser les valeurs de la révolution dans d'autres

communautés est un travail en cours. À titre d'exemple, les niveaux les plus élevés du système confédéral, en particulier les villes, sont bien développés, alors que le niveau le plus bas, à savoir la commune — institution de quartier où s'organise la participation la plus directe dans les assemblées politiques et les comités, sur des thèmes politiques —, n'est pas aussi répandu que ce que l'on pourrait croire. Les raisons remontent aux origines de la révolution et à la dynamique de cette phase insurrectionnelle que nous avons évoquée. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce sont les niveaux les plus élevés du système qui tentent de développer les niveaux de base de la participation politique. Une large part du travail est consacrée à accroître la place des communes, numériquement et géographiquement. Cela implique de trouver des ressources matérielles et d'éduquer les gens, dans les communautés locales, sur les valeurs de la révolution, ainsi que sur le fonctionnement, parfois complexe, du système. L'élément le plus visible de la révolution est sans doute le rôle des femmes dans la société.



Manifestation pour la libération d'Öcalan (DR)

L'image souvent renvoyée par la révolution est celle de la libération des femmes et du rôle de premier plan des YPJ dans la volonté de transformer les relations de genre. Comment cela affecte-t-il la vie quotidienne au Rojava ? Est-ce vraiment un aspect fondamental du mouvement ?

Une critique de gauche en Europe, comme on peut le voir dans [un article](#) récent de [Gilles Dauvé](#), avance que la révolution des femmes au Rojava est limitée aux seules femmes des YPJ. Si c'était le cas, on ne pourrait pas considérer que le Rojava connaît une révolution des femmes. Après tout, l'État israélien enrôle des femmes comme soldats, et Kadhafi était connu pour avoir des gardes du corps féminins. L'histoire est pleine d'exemples de femmes jouant un rôle prépondérant dans les luttes sociales ou les conflits militaires, pour retrouver ensuite une position sociale de soumission une fois les



hostilités terminées. Mais ce n'est pas là que s'arrête la révolution des femmes au Rojava. De même qu'elle ne s'arrête pas au 40 % de représentation féminine dans tous les comités, ni à l'égalité en termes de prise de parole (ce qui est en soi un pas qui va au-delà de ce qui se pratique dans la majorité des États occidentaux). Sous toutes ces conquêtes manifestes, il y a le développement long, patient, du mouvement politique des femmes : l'éducation politique pour que les femmes développent leurs capacités, pour que les futures organisatrices prennent confiance en elles ; des actions de (ré)éducation et d'intervention contre les hommes ayant commis des abus ; l'activité des comités de femmes à tous les niveaux du système confédéral ; et le travail infatigable du Kongreya Star (« Congrès des étoiles ») — la forme d'organisation du mouvement des femmes ici.

« Ces changements se font dans une société massivement conservatrice où la violence contre les femmes, les meurtres pour l'honneur, les mariages forcés étaient extrêmement courants avant la révolution. »

Encore une fois, ce n'est pas un processus sans accrocs. Ces changements se font dans une société massivement conservatrice où la violence contre les femmes, les meurtres pour l'honneur, les mariages forcés, la différence considérable entre les salaires, ainsi que les caractéristiques habituelles du patriarcat étaient extrêmement courants avant la révolution. Le mouvement travaille dur pour fédérer tout le monde, assurer des positions fermes, prendre des mesures immédiates si nécessaire, ou adopter une approche sur le long terme si cela s'avère plus efficace. À l'image de tout le reste, ici, le mouvement partage des traits communs avec les mouvements occidentaux, mais il conserve de nombreuses différences. Le travail politique qui sous-tend le mouvement des femmes au Rojava est collectivement appelé « jinéologie », qui signifie « la science des femmes ». Öcalan est, sans surprise, un théoricien jinéologiste de premier plan ; il a développé une vaste argumentation consacrée aux racines historiques du patriarcat, qui a renversé une société matriarcale et pacifique. Le capitalisme est considéré comme intrinsèquement patriarcal et Öcalan, qui est la référence principale du mouvement, soutient que « *la nécessité d'inverser le rôle des hommes revêt une importance révolutionnaire* ».

Certains pans de son argumentation sont plus problématiques pour une partie des féministes occidentales. Par exemple, l'approche jinéologique du genre peut passer pour essentialiste, car elle assigne des caractéristiques définies aux genres. Les féministes queer trouveront cette idéologie très provocante. Les comportements en matière de

sexualité sont aussi très différents que ceux en vigueur en Occident : les relations sexuelles entre les cadres sont globalement interdites, et il y a toujours, dans le reste de la société, une forte pression sur la question de l'abstinence jusqu'au mariage. Dans de nombreuses interviews, lorsque la question queer est soulevée, la réponse standard se résume souvent à : « Nous n'avions jamais vu de personne gay au Rojava, avant. » Cette question sera, je l'espère, prise peu à peu en compte — j'ai entendu des rapports selon lesquels des politiques LGBT étaient mises en place dans certaines zones.



Soldats de Daech (DR)

Vous dites que la jинéologie ne se conforme pas complètement au féminisme occidental. Peut-on affirmer la même chose pour le mouvement apoïste [ou « confédéralisme démocratique », théorisé par Öcalan, ndlr] en général ?

Oui, absolument. Beaucoup de débats sur le PKK sont construits en réponse à la question « Est-ce une organisation anarchiste ? » : ils tournent en rond parce qu'ils ne parviennent pas à effectuer une analyse concrète du mouvement lui-même. Au même titre que le PKK n'a jamais été, historiquement, une organisation ouvertement marxiste-léniniste, il ne peut pas non plus être qualifié de mouvement anarchiste. Le PKK et ses organisations sœurs s'autodéfinissent comme « apoïstes » — un mouvement construit autour d'Abdullah Öcalan et de ses travaux très... éclectiques. Les mouvements qui se fondent sur sa vision politique sont contradictoires, en particulier après le développement du « nouveau paradigme » qui suivit l'arrestation d'Öcalan en 1999. Ce paradigme a modifié de manière significative de nombreux pans de la vision politique du PKK. Bien que celui-ci ait désormais formellement abandonné la revendication d'un État kurde indépendant et l'ait remplacé par son modèle de confédéralisme démocratique, c'est encore un mouvement hiérarchique, avec une discipline stricte pour les cadres et un culte de la personnalité autour d'Öcalan. Leur conception de la révolution ne s'inscrit pas dans les



limites des conceptions des mouvements révolutionnaires classiques, mais se définit comme suit : « *Ni l'idée anarchiste de l'abolition de la totalité de l'État immédiatement, ni l'idée communiste de la prise de contrôle de la totalité de l'État immédiatement. Avec le temps, nous organiserons des alternatives pour chaque section de l'État contrôlée par le peuple, et quand elles réussiront, la partie correspondante de l'État sera dissoute.* » Par ailleurs, et c'est important, leur critique du capitalisme ou, selon leurs termes, de la modernité capitaliste, est relativement opaque — une opacité que le manque de traduction en anglais de leurs textes ne contribue pas à éclaircir — ; elle n'est aussi certainement pas aussi fondamentale que celle provenant de la tradition marxiste. Bien que le mouvement apoïste intègre de nombreuses valeurs des traditions socialiste et anarchiste, c'est quelque chose de différent et distinct.

« C'est encore un mouvement hiérarchique, avec une discipline stricte pour les cadres et un culte de la personnalité autour d'Öcalan. »

Deux autres volontaires internationaux, anarchistes revendiqués, ont publié récemment un article sur le site [Plan C](#). L'article donne une série de raisons pertinentes et majeures sur les freins d'ordre pratique à la mise en œuvre de la solidarité au Rojava, et pour cela il mérite vraiment [d'être lu](#). Il met en avant le fait (non contesté) que travailler au Rojava n'est pas neutre. Les choix des lieux et des personnes avec qui on travaille vont renforcer certains groupes, individus et dynamiques plutôt que d'autres, et on doit en être conscients. Mon interprétation de cette lecture est qu'elle reprend l'argument implicite, commun à beaucoup dans la gauche anti-autoritaire, en faveur du peuple ou des mouvements sociaux plutôt que des partis organisés. Le problème spécifique au Rojava, c'est que le mouvement apoïste a transcendé les limites de ses partis politiques et qu'il est aussi un mouvement social de masse comprenant des éléments d'auto-organisation au-delà des partis. Je dirais que la gauche révolutionnaire devrait soutenir le PYD et les mouvements apoïstes au Moyen-Orient plutôt qu'un « peuple » à la définition floue, et potentiellement fictif. Ils représentent une force progressiste très grande — peut-être la plus grande — au Moyen-Orient, et une large part de leur politique fait écho à la nôtre. Montrer un engagement sérieux dans un réel travail de solidarité aide à fonder le terrain commun à partir duquel on peut créer un dialogue avec ces mouvements. J'adorerais pouvoir débattre avec eux de certains pans de la vision apoïstes (par exemple, les définitions et critiques du capitalisme), mais cela ne peut sans

doute se produire que si l'on peut justifier d'une certaine expérience.

Revenons-en aux communes : quelle est leur importance ?

Au niveau local, elles sont très importantes pour résoudre les problèmes mineurs, souligner les problèmes majeurs, et fonctionner comme la courroie de transmission sur le terrain des idées de la révolution. En plus d'organiser les réunions locales et les comités, les niveaux les plus bas du système servent de pôles pour mobiliser les gens sur les questions d'autodéfense, pour les manifestations et les rassemblements. Lorsque nous participons à un événement politique, nous partons d'habitude des *Mala Gel* (« Maison du peuple » — concrètement : centre social) de notre quartier en bus par grands convois, et lorsque nous organisons des événements, les communes locales sont une ressource vitale pour se connecter directement avec les gens. Je n'ai pas pu étudier suffisamment ce système, complexe, pour pouvoir estimer dans quelle mesure les idées de la base sont entendues plus haut dans le système fédéral, au travers des diverses délégations élues et des comités thématiques. Pour l'anecdote, j'ai rencontré ici un marxiste-léniniste européen convaincu que les anarchistes n'avaient rien compris à la révolution, et que les communes avaient un rôle très accessoire dans le processus. Pour lui, la révolution était dominée par le PYD ; le YPG et le YPJ en étant les bras. Quand il a rencontré l'un des partis marxistes-léninistes internationaux qui réalise ici un travail communautaire solide en promouvant et installant des communes, toute son attitude a changé. Peut-être que certains à gauche sont un peu optimistes sur le développement du système des communes, mais il existe bel et bien et il est en expansion ; nous devons simplement ne pas confondre nos désirs avec les réalités.



Militants internationalistes, de la ZAD au Rojava (DR)

L'une des plus importantes interrogations à gauche est : quel type d'économie est en train d'être mise en place ?



La Syrie du Nord a été historiquement sous-développée par le régime syrien, qui l'a traitée comme une colonie intérieure. Les colons arabes étaient encouragés à s'installer autour des exploitations des réserves pétrolières découvertes dans la région. L'autre secteur principal de l'économie, la production agricole, était strictement encadré. Ce qui est désormais le canton d'Efrin a vu au fil du temps ses nombreuses forêts remplacées par des plantations d'oliviers tandis que, dans les années 1970, le régime répandait la rumeur selon laquelle une maladie de la tomate particulièrement vicieuse s'étendait depuis la Turquie, afin d'orienter la conversion de la production agricole du canton de Cizire vers le blé. Pendant l'hiver, conduire dans la campagne du canton de Cizire et de ses champs désertiques à perte de vue est une expérience lugubre. Des efforts sont menés aujourd'hui pour diversifier l'agriculture, pour des raisons à la fois écologiques et économiques. La révolution n'a donc pas hérité de beaucoup de moyens de production à grande échelle. Les quelques sites productifs d'envergure ont été socialisés. Il y a, il me semble, une usine de ciment, des puits de pétrole et, dans la campagne de Manbij, le barrage de Tishrin. Ici, à Qamishlo, on dénombre environ soixante « fabriques » qui emploient chacune au maximum vingt employés. Certaines sont le fait d'initiatives privées, d'autres sont gérées en coopératives. L'organisation du commerce et de la logistique se font aussi à petite échelle au Rojava. Lors de l'expulsion du régime, on comptait peu de larges systèmes logistiques — organisation des transports, ou systèmes de logistique intégrée, que les grandes chaînes de supermarché possèdent — qui pouvaient être socialisés. Le petit réseau ferré est hors service et le régime tient l'aéroport de Qamishlo, qui n'abrite qu'une ligne intérieure vers Damas, avec des trains peu fréquents.

« Cette sorte de purisme du "tout ou rien" provient souvent d'une réflexion très abstraite, très éloignée d'une prise en compte des difficultés d'un changement social concret. »

Dans une très bonne interview menée par [Janet Biehl](#), le conseiller pour le développement économique dans le canton de Cizire présente les « trois économies » qui fonctionnent en parallèle au Rojava. Vous pouvez [lire l'article](#) vous-même. En bref, il y a l'« économie de guerre », l'« économie ouverte » (c'est-à-dire le secteur privé) et l'« économie sociale ». Pour le moment, l'économie de guerre — le pain et le pétrole subventionnés, par exemple — domine, avec l'économie sociale des coopératives, qui est présentée comme porteuse d'espoir pour l'avenir. Évidemment, le danger est qu'en cas de levée de l'embargo le secteur privé soit de nouveau autorisé — en particulier pour ce qui est des infrastructures coûteuses, comme les raffineries pétrolières et l'industrie



lourde —, et que l'économie sociale soit complètement écrasée par cette concurrence. Je ne voudrais pas m'aventurer à prédire l'avenir de l'économie, bien que les défis futurs semblent clairs, mais je trouve décevant que certains, à gauche, n'apportent pas leur soutien à ce qui se passe ici parce que la propriété privée persiste, ainsi que la production marchande et la relation salariale. Cette sorte de purisme du « tout ou rien » provient souvent d'une réflexion très abstraite, très éloignée d'une prise en compte des difficultés d'un changement social concret. Aucune révolution n'a encore réussi à abolir les relations capitalistes — encore moins en l'espace de quelques années, en pleine guerre de proximité internationale et sous embargo ! Bien que la critique de la modernité capitaliste apoïste ne soit certainement pas une critique marxiste, la stratégie économique au Rojava est largement une stratégie progressiste — avec des points d'interrogation quant à l'avenir. Elle mérite notre solidarité. Ne pas apporter notre soutien au prétexte que le capitalisme fonctionnera encore dans un futur plus ou moins prévisible me semble être une vision à bien court terme. Il est intéressant de constater qu'on soutient souvent des luttes sociales non communistes, jusqu'au moment où elles atteignent la capacité de changer significativement le monde, et que, dès lors, nombreux sont ceux qui retirent leur soutien. Il faut adopter une vision à plus long terme du changement social, qui le reconnaisse comme un procès compliqué et contradictoire. Ce n'est pas parce que la révolution ici ne met pas immédiatement en place le communisme que nous ne devons pas la soutenir.

Quelle est la composition dominante des volontaires internationaux ? Avec quelles attentes viennent-ils ; sont-elles confirmées ou déçues ?

En général, les gens qui arrivent ici forment un mélange entre idéalistes et une frange plus réaliste. À un certain moment, à partir des seules sources d'Internet, on pouvait croire que la majorité des volontaires étaient des aventuriers, des gens de gauche bien intentionnés, voire des gens de droite qui n'étaient là que pour combattre Daech. Même si cela a pu être le cas à un moment, ce ne l'est certainement plus aujourd'hui. Les YPG ont remarqué les conceptions et les comportements problématiques de certains de ses volontaires et sont devenus plus sélectifs. Sans surprise, il y a beaucoup de volontaires issus de la diaspora kurde, mais, au-delà, la majorité des volontaires que j'ai rencontrés ou dont j'ai entendu parler sont des gens de gauche. Il y a une présence relativement importante de camarades turcs venus d'organisations marxistes-léninistes ou maoïstes, par exemple. Les autres volontaires sont majoritairement européens ou nord-américains, et ils sont pour la plupart dans des unités militaires, parmi lesquelles un *tabur* international dévoué — le Bataillon de la liberté internationale. Les gens chez eux ont probablement vu dans les médias certaines des photos géniales prises par la « [brigade Bob Crow](#) » anglophone. Du fait des barrières de langage, des difficultés du voyage et de

l'identification d'un endroit où la personne peut être utile, il n'y a pas beaucoup de volontaires internationaux dans la société civile. J'espère que cela deviendra plus facile avec le temps. Pour le moment, si les gens veulent être volontaires ici, ils devraient penser à quelles compétences ils détiennent ou peuvent acquérir avant de partir. Par exemple, si les gens sont intéressés, se former pour être professeur d'ESL (anglais comme seconde langue) est un excellent moyen d'être utile : la demande est très importante.



(DR)

Pensez-vous que la présence de volontaires internationaux est un apport pour le mouvement ?

Il existe des compétences spécifiques pour lesquelles la demande est élevée, pour les équipes médicales, par exemple. Sinon, les volontaires peuvent au minimum travailler à établir des liens entre le Rojava et le reste du monde. Ainsi, les gens ici savent qu'ils ne sont pas seuls et le reste du monde découvre un peu plus ce qui se passe. C'est bien sûr une grande responsabilité, pour ceux qui en ont la compétence, de rapporter ce qu'ils ont vu et de faire le portrait d'une révolution entière à partir de leur expérience. Ceux qui le font doivent tenter d'être honnêtes sur ce qu'ils ont vu, ce qu'ils pensent, et les limites de l'expérience personnelle. Il n'est pas surprenant, quoique décevant, de voir des critiques émanant de certains pans de la gauche qualifier la majorité des volontaires d'« *aventuriers orientalistes* », d'« *islamophobes cachés* » ou de « *fantaisistes ayant le complexe du héros* ». Même si certains rentrent bien dans ces catégories, la plupart des volontaires — en particulier les camarades politiquement actifs qui ont répondu aux appels aux volontaires — ne sont en rien comme cela. Le YPG prend d'ailleurs des mesures pour filtrer et évacuer ces types de volontaires. Il est stupéfiant de constater que même ce qui est considéré comme une valeur historique incontestée du mouvement



communiste — l'internationalisme — est la cible d'attaques de la part de ceux qui se considèrent eux-mêmes comme appartenant à la gauche. Il semble qu'il y ait aujourd'hui plus de volontaires de gauche appartenant à des structures préexistantes — ou peut-être utilisent-ils simplement les médias plus efficacement. Quoi qu'il en soit, marteler le fait que c'est une lutte progressiste qui a besoin du soutien de la gauche internationale, et qui se considère comme partie prenante d'un mouvement international, est une tâche politique à laquelle nous pouvons tous participer.

Quel est l'impact le plus significatif de la révolution pour le moment ?

« Au minimum, le Rojava sert à rappeler que la révolution est toujours possible là où des révolutionnaires sont organisés, déterminés. »

La révolution a libéré le peuple de la région de la domination du régime d'El-Assad et de Daech. Elle a aussi apporté des progrès importants pour ce qui est de la libération des femmes et la démocratie directe. Sur le plan international, la révolution a donné une impulsion massive aux luttes au nord de la frontière à Bakour et en Turquie, ainsi qu'aux révolutionnaires au-delà. Même s'il faut garder la tête froide, il y a de nombreuses leçons à tirer de cette révolution. Au minimum, le Rojava sert à rappeler que la révolution est toujours possible là où des révolutionnaires sont organisés, déterminés, et prêts à risquer leur vie.

Un commentaire final ?

La révolution ne correspond pas ici au fantasme parfait de certains révolutionnaires occidentaux. Cela n'a pas été le soulèvement spontané de l'immense majorité des gens, ils n'ont pas aboli l'État (à supposer que cela soit possible) ou le capitalisme, et il y a encore des problèmes à régler. Malgré le fait que ce n'est pas le communisme ici et maintenant, cette révolution a besoin d'applaudissements et de soutiens. Comme toutes les révolutions, elle n'est pas apparue achevée une fois pour toutes, elle se construit sur le tas, en faisant face à beaucoup d'opposition. Contrairement à de nombreuses révolutions, celle-ci est assez difficile à définir : les étiquettes « anarchiste » ou « révolution sans État » obscurcissent plus qu'elles ne font voir. Ce que nous savons cependant, c'est que cette révolution impulse des formes de démocratie populaires, la libération des femmes et certaines formes d'économie de la solidarité. La vie au Rojava est meilleure pour les gens que dans la plupart des régions du Moyen-Orient. Pour ceux qui sont effrayés de voir des révolutionnaires ayant un réel pouvoir de changer les



choses plutôt que de se maintenir à jamais dans la « résistance », je voudrais citer [Murray Bookchin](#) (dont l'influence sur la lutte ici est clairement exagérée dans certains milieux) : « *Les anarchistes peuvent appeler à l'abolition de l'État, mais une coercition d'une certaine forme sera nécessaire pour prévenir le retour de l'État bourgeois en pleine force et avec une terreur débridée. Le fait qu'une organisation libertaire échoue, du fait de la peur déplacée de créer un "État", à prendre le pouvoir quand elle le peut, avec le soutien des masses révolutionnaires, est au mieux de la confusion, au pire une perte totale de ses nerfs.* »

« Une vraie révolution est une masse de contradictions dont la plupart doivent être affrontées à mesure qu'elles apparaissent. »

Ceux qui adoptent une position d'ultragauche au Rojava, et qui placent la révolution hors de portée, mettent plus en évidence les faiblesses de leur propre positionnement politique que celles de la révolution qui se met en place ici. Une vraie révolution est une masse de contradictions dont la plupart doivent être affrontées à mesure qu'elles apparaissent. Ce qui fait qu'il est particulièrement important pour la gauche libertaire de soutenir cette révolution, c'est qu'elle affronte ces contradictions sans en passer par la dictature d'un parti politique. Il y a d'autres moyens pour la gauche d'exprimer sa solidarité avec le Rojava, et la lutte plus large dont il est un des éléments dans la région, que d'écrire des articles et de partager des trucs sur Facebook. Diffuser des informations sur ce qui se passe ici est bien sûr important, mais les exigences des organisations politiques qui soutiennent la révolution ici, et qui en ont la capacité, sont bien plus élevées. En Grande-Bretagne, par exemple, le groupe de solidarité pour le Rojava du [Plan C](#) travaille avec des structures dirigées par des Kurdes, qui organisent des débats et des manifestations ; il a rassemblé de l'argent, notamment pour un bus-école et du matériel médical, et envoie maintenant des volontaires pour faire du travail civil. Il y a quelques groupes de solidarité kurdes qui travaillent dur en Grande-Bretagne également, qui font du très bon travail. Si on les compare à avec des campagnes de solidarité au long cours comme les campagnes de solidarité pour la Palestine, les campagnes de solidarité des Kurdes sont encore très jeunes au Royaume-Uni. L'intensification massive du rôle contre-révolutionnaire de la Turquie, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, susceptible de s'étendre à l'Irak cette année, augmente encore la nécessité de cette solidarité. Des structures nationales efficaces de solidarité doivent être rejointes ou créées, et fédérées à un niveau international. C'est un peu cliché, mais nous ne pouvons pas oublier ce slogan : « La solidarité n'est pas un mot, c'est une arme. »



Titre original : « A real revolution is a mass of contradictions: Interview with a Rojava Volunteer », 01 février 2017 — traduit de l'anglais, pour Ballast, par Jean Ganesh et Farid Belkhatir.

1. La Constitution du Rojava date, quant à elle, du 29 janvier 2014.[↵]